

Les Belges mènent campagne à l'ONU

DIPLOMATIE La Belgique tente de se faire élire pour deux ans au Conseil de sécurité

► Siéger dans le saint des saints du multilatéralisme : c'est dans l'ADN du pays, assure le gouvernement.

► Quatre ministres mènent campagne à New York...

► La compétition promet d'être rude !

NEW YORK

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Il « drachait » lundi sur Manhattan et c'était une aubaine pour la Belgique. C'est que le pays est arrivé aux Etats-Unis pour l'Assemblée générale de l'ONU avec une ribambelle de parapluies sous le bras. Des pépins à New York ? Oui : aux couleurs de la campagne « *Bâtir le consensus, agir pour la paix* » que mène la Belgique pour tenter de décrocher un siège au Conseil de sécurité, où dix pays élus pour deux ans entourent les cinq permanents dotés d'un droit de veto (Etats-Unis, Royaume-Uni, Russie, Chine, France). La dernière fois que la Belgique a siégé, c'était en 2007-2008. « *Nous souhaitons y être une fois tous les douze-treize ans* », indique le ministre des Affaires étrangères Reynders.

C'est une affaire délicate, qui se jouera lors d'un vote en juin 2018. Trois pays sont en lice dans le bloc dit « occidental », pour deux sièges : la Belgique, l'Allemagne et Israël. La compétition se joue en réalité entre Bruxelles et Tel-Aviv, souffle un diplomate. Car, comme le savent les fans de football, « *à la fin, c'est toujours l'Allemagne qui gagne* ». Et cela promet d'être rude, ajoute notre source : la diplomatie israélienne n'est pas à prendre à la légère ! « *Ce ne sera pas si facile* », reconnaît le chef de la diplomatie.

Et donc, la Belgique mène campagne. Avec ses parapluies, des pin's, des post-it, des carnets, et bientôt le rappel, pour les distraits, que les schtroumpfs, c'est

du belge. « *Mais ce ne sera pas une campagne lourde, sur le plan financier* », souligne Didier Reynders. Ni shows ni dépenses. Plus sérieusement, la forte délégation du gouvernement présente cette semaine à New York – le Premier ministre Michel, deux

vice-Premiers, Didier Reynders et Alexander De Croo, plus le secrétaire d'Etat aux Migrations Francken – consacre une bonne part de son énergie à cette ambition onusienne. Avec quels arguments ? « *La logique de paix, du consensus, de la recherche d'accords* », expose Reynders. La promotion du multilatéralisme : « *S'il y a bien un pays engagé à ce sujet, c'est la Belgique*, nous dit Charles Michel. *C'est notre credo pour notre candidature.* »

Les événements auxquels les Belges participent cette semaine sont censés confirmer ces sensibilités. Lundi, Alexander De Croo débattait du sort des pays les plus pauvres avec Bono. Mardi, le ministre signait de nouveaux accords-cadres de coopération (et de financement) entre la Belgique et des organisations multilatérales onusiennes. Lutte contre l'impunité des criminels de Daesh, entrée « *sous notre présidence* » de l'Organisation internationale pour les migrations dans le système des Nations unies, combat pour l'égalité des genres ou contre la peine de mort, expertise sur l'Afrique centrale :

autant d'atouts belges, estime Reynders. « *C'est assez bien accueilli* », témoigne-t-il. Même auprès de pays peu... « *nets* » ? « *C'est un message universel, souligne le ministre. Je peux parler de peine capitale avec l'Iran ou l'Arabie saoudite.* » Et de relever que la Suède, championne de ces valeurs universelles, a été élue sur du velours cette année, au premier tour, lors d'un scrutin qui mettait Stockholm en compétition avec l'Italie et les Pays-Bas.

En pratique, l'AG est l'occasion d'une multitude de bilatérales

destinées à plaider la cause. Oman, Panama, Côte d'Ivoire, Angola... : une quinzaine de tête-à-tête au total sont au menu du chef de la diplomatie. Utile ? Capital ! Car ce genre d'élection repose sur des accords mutuels de soutien. A l'ONU ou pour d'autres postes à pourvoir. Des accords de réciprocité : « *Si tu me soutiens, je te soutiens.* » « *On sait qui aller voir en priorité. Notamment les pays que l'on ne voit*

jamais », explique une source diplomatique. Grand seigneur (ou négociateur madré), Didier Reynders devait quand même assister ce mercredi soir à la réception offerte par l'Allemagne... en faveur de sa propre candidature.

Le ministre souligne que ces « *deals* » sont actés « *sans changer notre politique étrangère ou de coopération au développement. Nous n'avons pas d'agenda. Nous ne sommes pas demandeurs ; plutôt un "honest broker",*

un négociateur. Nous n'allons pas donner trois fois plus d'aide au développement à un pays parce qu'il soutiendrait notre candidature. Cela ne paraîtrait ni sérieux... ni dans nos possibilités budgétaires ! ». Fondamentalement, la Belgique aspire à ce siège dans le sanctuaire du multilatéralisme parce que c'est dans son « *ADN* » : l'intégration régionale et la coopération internationale, c'est une force pour ce petit pays qui fut trop souvent un champ de bataille pour les grandes puissances... « *Et si des pays comme nous ne sont pas autour de ces tables, on y retrouvera des pays qui ne partagent pas cet ADN !* », ajoute Reynders. D'autant qu'il en va aussi de l'« *intérêt* » bien compris d'un pays grand exportateur comme la Belgique...

La campagne ne s'achève pas avec cette AG hebdomadaire. « *C'est un travail de très longue haleine* », souligne Reynders. Nombre de dirigeants sont régulièrement reçus à Bruxelles. Quant à ceux qui ne viennent pas ou rarement, eh bien !, Didier

Reynders ira les voir. Le ministre a déjà mitonné son programme de fin d'année : du 26 décembre au 6 janvier, il effectuera une tournée en Océanie – Australie, Nouvelle-Zélande et Fidji. Et à ceux qui ricanaient, on rappellera qu'au royaume onusien de la règle « *un pays = une voix* », viser la corolle des îles du Pacifique pourrait s'avérer payant. D'autant que la bilatérale calée mardi avec les Iles Salomon est tombée à l'eau : impossible de retrouver leurs émissaires dans le labyrinthe des couloirs onusiens. ■

PHILIPPE REGNIER

SUR LA SYRIE

Moscou et Washington à couteaux tirés

Les Etats-Unis et la Russie se sont étrillés mercredi devant le Conseil de sécurité, réuni en urgence pour trouver une issue diplomatique en Syrie. Deux jours après l'effondrement du cessez-le-feu, l'impasse diplomatique est totale et les échanges entre Moscou et Washington, par-rains du processus syrien, de plus en plus acrimonieux. Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a exigé que Moscou impose à son protégé à Damas de « *clouer au sol ses avions* » et lui « *interdise* » de bombarder l'opposition et les civils à Alep, épice de la guerre. Devant le Conseil, M. Lavrov n'a pas fermé la porte à un retour de la trêve, mais il a affirmé qu'il « *ne pouvait plus y avoir de pause unilatérale* » de la part de l'armée de Bachar al-Assad, accusant l'opposition d'avoir repris les hostilités. (afp)